TL47

Ce texte représente un aperçu de la presse indonésienne, en anglais et en indonésien, parue après le massacre de Dili du 12 novembre 1991, jusqu'au 30 novembre. L'abondance de la documentation fait que ce panorama ne peut être exhaustif.

Plusieurs éléments méritent d'être soulignés avant de commencer :

- On peut constater une évolution du discours qui est passé du ton ferme et méprisant à un mélange de regret, de bonne volonté et de "dignité blessée".
- L'armée indonésienne a modifié la version des évènements à mesure que la réprobation internationale augmentait. Le 15 novembre, il y avait seulement un blessé parmi les forces armées et c'était cela qui avait amené les troupes à tirer sur la foule. Le 18 novembre, soit 6 jours après le massacre, l'armée se souvient "brusquement" que c'est la foule qui a commencé à tirer, alors que tous les occidentaux présents ont toujours affirmé que les manifestants n'avaient pas d'arme à feu. Le 23 novembre, l'armée se découvre un nouveau blessé.
- La presse selon l'opinion de ses journalistes et à cause de la censure a dû pratiquer un double langage qui peut se traduire dans un même article par un mélange de propagande et de critiques dissimulées.
- Les journaux indonésiens en anglais sont parfois encore plus victimes de cette propagande et de cette censure, c'est le cas notamment pour le "Jakarta Post", qui est pourtant le quotidien le plus lu par la communauté étrangère d'Indonésie.
- L'abondance d'articles révèle que l'Indonésie craint "d'avoir été trop loin" et sait que ses alliés même les plus conciliants risquent de l'abandonner. Sa seule chance réside maintenant dans les résultats de la Commission d'enquête nationale désignée par le Président Suharto et qui est sensée être neutre. Plusieurs pays dont les USA, le Canada et les Pays-Bas ont en effet suspendu leur aide économique pour l'année 1992, en attendant les résultats de cette commission. On peut cependant douter de l'impartialité de cette commission composée de 7 membres appartenant au gouvernement ou au Golkar, le parti au pouvoir depuis 25 ans.

A sa tête se trouve M. Djaelani, un ancien procureur général de l'armée et Hadi Wayarabi, l'un de ses membres, n'a pas hésité à déclarer, avant même de partir à Timor Est et de commencer son enquête : "L'incident de Dili a été créé par le gouvernement du Portugal qui a mis en place une organisation contre l'Indonésie et qui a dressé les Timorais de l'Est les uns contre les autres" (Indonesian Times, 23 novembre 1991).

Avec un tel à priori, il est légitime de douter de l'objectivité des futurs résultats.

19 OU 200 MORTS ?

Le 15 novembre 1991, soit 3 jours après les évènements de Dili, le quotidien de langue indonésienne Kompas, considéré comme l'un des plus sérieux du pays, publie un article intitulé "Timor-Est est toujours ouvert" ou en d'autres termes "Malgré les évènements, l'armée n'a pas jugé opportun de fermer de nouveau le territoire". Ce long texte qui fait la "une" est signé AFP/Reuter/équipe de Kompas, ce qui semble un gage d'objectivité. En réalité, il s'agit d'un procédé bien peu déontologique car le journal ne fait en aucune façon référence aux communiqués des agences de presse occidentales, mais se contente de répéter le discours officiel et de truffer ses lignes de citations de personnalités indonésiennes et particulièrement du général Try Sutrisno, le deuxième homme du régime, qui cumule les fonctions de commandant en chef des forces armées et de président de la commission chargée d'examiner la "bonne moralité" des candidats aux élections législatives.

19 morts, 91 blessés et 42 détentions, tel est le bilan officiel de ce massacre que les Indonésiens appellent pudiquement "troubles" ou "incident" de Dili, alors qu'Amnesty International reconnait environ 200 morts et que Tapol, l'organisation britannique des Droits de l'Homme, parle de 296 prisonniers.

LES VICTIMES ONT PEUT ETRE ETE "SIMPLEMENT" PIETINEES

A la suite de ce bilan, Sudomo, le ministre des Affaires politiques et de la sécurité, s'empresse d'ajouter qu'il "n'est pas prouvé que toutes les victimes soient dues à la fusillade, mais que certaines personnes ont peut être "simplement" été piétinées dans la panique qui s'en est suivie.

En guise de regret pour la mort du citoyen néo-zélandais Kamel bin Ahmad, le ministre se contente de signaler qu'il "s'agissait sans doute d'un journaliste qui n'avait pas obtenu d'autorisation du ministère de l'information et qui se faisait passer pour un citoyen de Malaisie [1]. De même, les deux citoyens américains Amy Goodman et Alan Nairn, blessés et soignés actuellement dans l'île de Guam (USA), ne retiennent guère son attention, puisqu'ils "étaient journalistes et se faisaient passer pour des touristes".

L'armée de son côté dénombre un seul blessé le major Gehan Lantara.

Sudomo signale par ailleurs qu'à la suite de ses troubles plusieurs armes ont été découvertes. Elles proviennent de l'OTAN (un G3, deux Mauser, trois pistolets) et de la Corée du Sud (5 grenades). Il n'est cependant pas précisé où et quand elles ont été trouvées et il n'est absolument pas dit qu'elle aient pu servir. Le fait qu'une partie de ces armes viennent de l'OTAN, est une accusation à peine voilée du Portugal, tandis que le FRETILIN est également mis en cause puisque des affiches et des drapeaux de ce mouvement auraient également été retrouvés. On remarquera que la veille le quotidien de langue anglaise "Jakarta Post", avait indiqué seulement un pistolet Mauser, un G3 et trois grenades tandis que les occidentaux présents au moment du massacre n'en avaient vu aucune.

L'EGLISE VIVEMENT CRITIQUEE

De son côté, le général Try Sutrisno "d'un ton dur et avec une mine coléreuse", met en garde l'occident. Aux nations et aux organisations internationales qui voudraient se mêler de ce qui s'est passé à Timor Est, il "conseille vivement de ne pas s'occuper de cette affaire" en "affirmant avec vigueur" [mais au mépris du Droit international [2]] "Nous sommes un Etat souverain et nous ne laisserons personne s'immiscer dans nos affaires intérieures. Sans qu'on ait eu besoin de nous le demander, nous allons enquêter sur ces évènements que, par ailleurs, nous regrettons aussi."

De son côté, Ali Alatas, le Ministre indonésien des Affaires étangères en voyage en Corée du Sud, a pris la peine de préciser depuis Séoul que "ce n'est pas le Gouvernement indonésien qui a donné l'ordre de tirer sur la foule et que l'armée avait été obligée de prendre cette décision d'elle même".

Le Gouvernement, quant à lui s'en est pris à la Conférence épiscopale indonésienne [3] qui a attiré l'attention du monde sur les massacres en ayant eu l'audace de dire publiquement qu'elle "espérait que les évènements de Dili pourraient se règler le mieux possible, en conformité avec la justice et le pancasila [4] ". De son côté, le général Try Sutrisno, parlant de l'Eglise timoraise, a déclaré qu'il "n'avait rien contre l'institution elle même, ni ses batiments,

---

1 Kamal Bamadhaj de père Malais, mais de mère et de nationalité néo-zélandaise travaillait comme traducteur pour l'Agence Australienne de Secour (Australian Aid Agency). Il est mort à 20 ans des suites d'hemoragies dues à des balles à la poitrine et au bras. Le docteur qui l'a soigné a déclaré qu'il aurait peut être pu le sauver s'il était arrivé plus tôt à l'hôpital, mais l'armée a arrêté par deux fois le personnel de la Croix Rouge qui le transportait (Herald Tribune, 20 novembre 1991).

2 L'annexion de Timor Est n'a jamais été reconnue par l'ONU, il ne peut donc en aucune manière s'agir d'une affaire intérieure.

3 En raison de la situation internationale, l'église timoraise dépend directement du Pape et n'est pas liée à la Conférence épiscopale indonésienne (KWI). Le fait que cette dernière prenne position sur Timor Est, même de manière très réservée est la preuve d'un profond malaise.

4 Le Pancasila, ou les 5 principes de la philosophie indonésienne sont : "Croire en un dieu unique, une humanité juste et civilisée, l'unité de l'Indonésie, le consensus obtenu grace à la sagesse des représentants du peuple, la justice sociale pour l'ensemble de la population indonésienne."

mais qu'il se méfiait des individus qui la composent, qui peuvent essayer de profiter des lieux saints."

L'AUSTRALIE EST UN REPERE DU FRETILIN

Selon Kompas, en Australie, la situation est un peu tendue, bien que le gouvernement ait réitéré qu'il "tenait à ses bonnes relations avec l'Indonésie", des troubles se sont produits à Canberra, où 200 personnes auraient manifesté devant l'ambassade d'Indonésie sans parvenir à se faire recevoir par l'Ambassadeur, avant de se rendre au Parlement où ils ont rencontré le Sénateur Snowdown, connu pour ses sympathies avec le "mouvement séparatiste" timorais. Commentaire de Sudomo, le Ministre des Affaires politiques et de la sécurité : "Nous pouvons comprendre cela, l'Australie est un repère du FRETILIN, n'est ce pas, donc ce n'est pas la peine d'en faire des histoires".

A Timor, selon le général Try Sutrisno, la situation est tranquille et il n'a pas été nécessaire d'instituer un couvre-feu. A ceux qui l'interroge sur les Timorais qui ont demandé la protection de l'Eglise, il s'exclame "pourquoi auraient ils besoin d'une protection ? Regardez seulement, sur les centaines de personnes soupçonnées et arrêtées, après une enquête intensive, nous n'en avons gardé que 42 qui vont être jugées le plus rapidement possible"

A Dili, selon le Recteur de l'université [5], la situation est très calme. Les magasins qui sont ouverts d'habitude jusqu'à 20h sont fermés à 18h30, très peu de lycéens vont en classe, mais les cours ont repris à l'université et les étudiants recommencent à les suivre.

Kompas cite également les déclarations de trois personnes originaires de Timor Est, dont Francisco Lopes da Cruz, membre du parlement indonésien qui considère "qu'il y a trois approches possibles pour surmonter les problèmes : premièrement, le gouvernement a besoin de prendre contact avec les groupes qui jusqu'à maintenant favorisent la désintégration, c'est à dire avec le FRETILIN, deuxièmement, il faut atténuer l'image négative, aussi bien à l'étranger qu'en Indonésie, qui résulte d'informations diffusées par divers média, troisièmement, il faut accroître le sentiment de fraternité et de solidarité entre les citoyens de Timor Est, particulièrement dans les villes".

La presse indonésienne en anglais avait commencé à s'étendre sur les évènement de Dili, un jour avant celle en indonésien soit le 14 novembre. Egalement contrôlée et parsemée de citations officielles, elle fait preuve d'un ton nettement plus conciliant. Dans un article du "Jakarta Post" intitulé "Try (Sutrisno) promet une enquête complète sur les heurts". Le Général s'empresse d'exprimer ses vifs regrets sur ce qui est arrivé car "quoi qu'il arrive la mort de quelqu'un est toujours regrettable".

Il est prêts a reconnaître 50 morts mais pas de victime étrangère. Pour lui, le FRETILIN est le principal responsable mais il met également en cause l'Eglise : "je lance un appel aux personnalités de l'Eglise afin qu'elles soient prudentes et ne permettent pas que des lieux saints ne servent à d'autres buts et particulièrement à des activités qui incitent aux troubles".

On y apprend par ailleurs que l'armée va continuer sa "love operation" pour gagner la sympathie de la population avec cependant la réserve que "les forces de sécurité ne tolèreront pas que quiconque agisse contre l'Unité de la Nation".

LA RESPONSABILITE DE L'ARMEE N'EST PAS ENVISAGEABLE

Un deuxième article du Jakarta Post intitulé "les gouvernements étrangers expriment leur inquiétude au sujet des heurts à Timor Est" est tout aussi ambigü.

On y apprend entre autre que le Premier Ministre Australien (seul pays de l'OCDE à avoir, pour des raisons économiques reconnu l'annexion de Timor Est par l'Indonésie) "est très profondément troublé par la nouvelle de la tragédie de Dili" et "espère que ceux qui sont responsables pour ce manquement aux Droits de l'Homme seront traités de manière

---

[5] Dr P. Wijono, un Indonésien

appropriée". Perez de Cuellar quant à lui, que son mandat aurait dû obliger à condamner l'occupation depuis 1975 se serait contenté de "demander au gouvernement indonésien de prendre des mesures pour qu'un tel incident ne se répète pas".

Le journal signale également que Mario Soares a "condamné l'incident", tout en indiquant quelque peu sournoisement que Timor-Est est une "ancienne colonie du Portugal".

L'Indonesian Times, un autre quotidien indonésien de langue anglaise se fait également le porte-parole du général Try Sutrisno pour qui la responsabilité de l'armée dans les évènements ne peut être envisagée. Après avoir promis une enquête, il n'hésite pas à ajouter "une enquête minutieuse sera conduite contre les émeutiers", il nie qu'il y ait eu 100 victimes, mais reconnaît qu'il y en a eu, sans préciser de nombre. La manifestation qui aurait été fomentée par des membres du FRETILIN aurait provoqué la blessure par arme blanche d'un officier, et la situation s'aggravant l'armée aurait commencé à tirer sur la foule. Des armes à feu auraient été retrouvées sur certains des manifestants .

Dans son éditorial du lendemain (15 novembre 1991) ainsi que dans deux autres articles, l'Indonesian Times n'hésite pas à attaquer le Portugal et "les quelques rebelles timorais à l'étranger" qui "continuent à créer un clivage entre la population est-timoraise favorable à la République d'Indonésie et le reste de l'Indonésie".

Le bilan officiel est repris, à savoir 19 morts et 91 blessés, la responsabilité des troubles est attribuée selon l'enquête officielle aux manifestants qui ont blessé à l'arme blanche un officier, ce qui a obligé l'armée à tirer.

Le 16 novembre le quotidien "Berita Buana" publie des extraits d'une interview accordée par le "gouverneur" Carrascalao [6] qui promet de donner sa démission si la lumière n'est pas faite sur les évènements. De son côté, l'hebdomadaire de langue indonésienne Editor reproduit les propos de l'Evêque Carlo Ximenes Belo, Nonce apostolique de Timor-Est. Il a rencontré plusieurs témoins du drame ayant compté au moins 50 morts, et une infirmière qui affirme avoir eu entre les mains 72 cadavres. le prélat s'est lui-même rendu à l'hopital militaire de Lahane et a compté 90 blessés graves (alors que le bilan officiel retient "seulement" 91 blessés dont 31 graves).

L'ECHEC DES OPERATIONS MILITAIRES INDONESIENNE

Le 18 novembre, soit six jours après les évènements, la presse parle de nouveau abondamment de l'affaire.

Le Président Suharto a en effet décidé le 17 novembre de créer une commission d'enquête. Le Jakarta Post consacre 2 articles à Timor-Est.

Le premier article évoque la création de la commission ainsi que le bilan des victimes qui est passé à 20 morts et 91 blessés. Il parle également du rapatriement de "l'étudiant malaisien Kamal Bamadhaj" que le Général Try Sutrisno avait pourtant reconnu trois jours auparavant être un citoyen néo-zélandais. Plus surprenant, on apprend que le Premier Ministre australien envisage une prochaine visite en Indonésie pour exhorter les autorités indonésiennes à travailler avec le peuple de Timor-Est, y compris le FRETILIN afin que le territoire puisse rester au sein de l'Indonésie d'une manière acceptable pour tous, tandis que Bill Morrison l'ex-ambassadeur de l'Australie en Indonésie ose s'avancer en disant : "je pense qu'il est probable que le Président Suharto sera le premier à reconnaître que les opérations militaires à Timor Est n'ont toujours pas atteint leur but après 16 ans". Ces petites phrases en apparence sibyllines sont une reconnaissance de l'impossibilité pour l'Indonésie d'avoir raison par la force du

---

[6] Carrascalao, un Timorais placé à ce poste par les Indonésiens est un ingénieur que tout le monde s'accorde à reconnaitre comme intelligent. Il a été le président fondateur en mai 1974 de l'UDT, le premier parti politique timorais, mais il avait été écarté de la présidence à cause de sa participation à la répression sous le régime du président portugais Caetano. En tant qu'administrateur, il s'est révèlé plus honnête que ses deux prédécesseurs qui s'étaient conduits en potentats locaux.

sentiment national timorais

L'autre article du Jakarta Post est nettement plus ambigü : comme toutes les interventions du "gouverneur" Mario Viegas Carrascalao. Il déclare notamment : "nous devons corriger nos propres fautes (...) nous devons nous excuser auprès des parents des enfants qui ont été tués dans l'incident" mais aussi : "permettre à un pays étranger de participer à l'enquête sur l'incident ne pourrait être justifié car cela pourrait nuire à la crédibilité de l'Indonésie". Il dit par ailleurs que "les opérations militaires lancées dans les zones rurales pour écraser le mouvement séparatiste ont été chaudement accueillies par la population" tout en ajoutant que des erreurs ont été faites, notamment au cours de la préparation de la visite annulée des parlementaires portugais, en imposant un couvre-feu non officiel aux autochtones et pas aux migrants venus de l'extérieur de la "province".

Cet article reprend également à son compte de nouvelles informations de l'armée indonésienne et déclare notamment que la foule aurait tiré sur l'armée et envoyé une grenade.

On peut légitimement s'étonner que personne n'ait parlé de cela auparavant. L'armée s'était pourtant longuement étendue sur le sort de son unique blessé à l'arme blanche, ce qui avait poussé les troupes à faire feu sur la foule. Brusquement, 6 jours après les évènements, l'armée se souvient aussi qu'incidemment elle aurait été victime de coups de feu et d'un jet de grenade.

UN EX-MILITAIRE A LA TETE DE LA COMMISSION

Contrairement à la presse en langue anglaise, le quotidien "Berita Buana" publie un éditorial que l'on peut considérer comme très "osé", où il parle de la formation d'une commission 6 jours après l'incident de Dili, dont la composition n'est pas encore connue mais dont les membres appartiennent aux Ministères de l'Intérieur, des Affaires Etrangères et de la Justice, ainsi qu'à l' armée et au Parlement.

Selon le journal, il n'y aurait pas encore eu dans l'histoire de l'Indonésie une telle commission, tout du moins une dont la création soit rendue publique. Mais l'éditorialiste continue en disant qu'il n'y avait pas d'autre possibilité. Actuellement la pression internationale qui a suivi les évènements de Timor est particulièrement forte. Il ne s'agit pas seulement de l'Australie, dont une partie de la population se sent très concernée par le problème timorais, mais aussi de la CEE, des USA et même du Secrétaire Général de l'ONU, Perez de Cuellar. Tous demandent "une enquête neutre et ouverte" et le journal de continuer, "mais ce n'est pas tellement ça qui est important. Un incident qui a été si brutal doit être étudié à fond afin qu'il n'y ait pas d'embrouillamini".

Le journal suggère finalement que "des données intermédiaires soient fournies avant le rapport final comme par exemple la liste des victimes. Enfin si vraiment l'on veut que ce soit une enquête publique".

Le 19 novembre, plusieurs quotidiens évoquent la commission dans leur éditorial.

Merdeka, quotidien populaire est truffé d'expression en anglais que la majorité de ses lecteurs ne doit guère comprendre, mais qui font très savant en Indonésie. C'est un long texte assez confus d'où il ressort quand même que le peuple de Timort-Est n'a peut-être pas été traité de manière assez "humaine" et que la commission ne devra sans doute pas se contenter d'examiner les circonstances des évènements de Dili, mais aussi ses causes profondes.

De son côté le quotidien "Suara Karya" consacre son éditorial à la commission en insinuant que tout cela ne serait peut-être pas arrivé si le Portugal n'avait pas annulé sa visite sous le prétexte que l'Indonésie avait refusé une journaliste australienne soupçonnée d'être favorable au FRETILIN. Pour défendre son pays le journal n'hésite pas à truquer la vérité en affirmant que l'accord passé auprès des Nations Unies prévoyait que l'un des partis pouvait refuser des journalistes étrangers considérés comme non objectifs (en réalité le texte proposé par Perez de Cuellar ne comportait aucune clause restrictive de cette sorte).

Pour justifier le fait qu'il n'y ait pas d'observateurs neutres par exemple de l'ONU dans la commission, "Sura Karya" prend l'exemple des USA qui ne tolèreraient sans doute pas

d'étrangers dans une commission chargée d'enquêter sur des affrontements entre blancs et noirs.

Légèrement désinhibés par l'intérêt international, les média de langue anglaise parlent de la menace de démission du "gouverneur" (tout en précisant que le ministre de l'Intérieur s'est félicité de cette honnêteté et des hardiesses de la presse indonésienne).

Ces journaux rapportent également les dénégations de l'armée aux propos de l'organisation des Droits de l'Homme,Tapol, qui a rapporté que 80 témoins qui avait échappé à la fusillade auraient été capturés et massacrés près du village de Bemusse dans la banlieue de Dili. On apprend aussi que la Nouvelle-Zélande et l'Australie réservent leurs commentaires tandis que selon l'agence de presse malaysienne 20 personnes auraient affiché des tracts devant l'ambassade d'Indonésie à Kuala Lumpur, demandant l'arrêt des tueries à Timor Est. Un des manifestants aurait été emprisonné.

C'EST LA FAUTE DES JOURNALISTES

Cependant, à côté de ces déclarations, le Jakarta Post place un éditorial qui fait l'effet d'une douche froide. Il fait l'apologie du gouvernement Suharto et vante sa probité en précisant qu'il ne fallait pas que la commission d'enquête se contente de chercher des coupables parmi les agents provocateurs, mais aussi chez les journalistes "qui ont encouragé une foule indisciplinée en demandant aux manifestants de dresser leurs banderoles essentiellement pour obtenir des images plus dramatiques" et les éditorialistes d'ajouter "l'effet agitateur de la simple présence de reporters, particulièrement de la télévision, sur le comportement de la foule est bien connu".

A l'opposé, l'Indonesian Times, qui fait remarqué qu'il y aura deux commissions d'enquête, une de l'armée et une du gouvernement précise, non sans ironie, qu'à travers les déclarations des futurs enquêteurs, on devine que la présomption d'innocence a été écartée d'emblée et que les Timorais sont "coupables jusqu'à ce que l'on ait prouvé leur innocence".

20 novembre 1991

La presse est encore plus prolixe avec 4 nouveaux évènements : l'annonce de la composition de la commission nationale, une manifestation d'étudiants est-timorais en plein Jakarta devant l'ambassade d'Australie ainsi que les bureaux de l'ONU, des piquets de grève devant l'ambassade d'Indonésie à Sydney et la suspension de l'aide économique du Canada.

Sur le premier évènement, le Jakarta Post se félicite du choix des membres de la commission à qui le gouvernement aurait donné toute liberté. Il précise que son président est diplomé de l'Académie militaire de droit et qu'il a été procureur général de la Haute Cour de justice de l'armée. Les 6 autres membres font parti du gouvernement ou du Golkar, le parti politique au pouvoir depuis 25 ans, l'un d'entre eux, Clementino des Reis Amaral, est d'origine est-timoraise.

Plusieurs personnalités indonésiennes ont critiqué cette liste, dont le président du parti Démocrate (un des deux partis d'opposition toléré) et l'avocat T. Mulya Lubis, une figure de la défense des Droits de l'Homme en Indonésie qui avait demandé la présence de membre "non-attaché" au gouvernement dans la commission.

De son côté, "Angkatan Bersenjata", le quotidien des forces armées, bien qu'apparemment gêné que le gouvernement ait jugé nécessaire de former une commission d'enquête qui double celle formée par le général Try Sutrisno deux jours après les évènements, se réjouit néanmoins de la nomination de quelqu'un qui après tout est l'un des leurs puisqu'il a servi dans des unités militaires à Java-Ouest.

La manifestation d'étudiants en plein Jakarta retient l'attention des trois principaux journaux de langue anglaise (Jakarta Post, Indonesian Times, Indonesian Observer (visiblement censuré)) et de plusieurs en indonésien.

Les deux premiers journaux anglais se contente de rapporter les faits en reprenant le commentaire officiel comme quoi il s'agit d'une minorité de séparatistes (respectivement 50 et

25 personnes), tandis que l'Indonesian Observer, dont au moins un paragraphe a du être supprimé, indique 70 arrestations. Il précise en outre que des tracts ont été distribués. Ils comparaient l'annexion de Timor Est par l'Indonésie à celle du Koweit par l'Iraq et demandaient à l'ONU d'assurer son rôle pour permettre aux Timorais de procéder à un référendum d'auto détermination.

C'est au quotidien Jayakarta que l'on doit le plus d'informations. Une soixantaine d'étudiants est-timorais, issus de plusieurs universités de Java et Bali, se seraient d'abord rendus devant le batiment des Nations Unies en distribuant des tracts disant notamment que "l'Indonésie doit retirer ses troupes de Timor Est car ce territoire est toujours rattaché au Portugal" et qu'il "vaut mieux mourir que de devenir Indonésien". Un fonctionnaire de l'ONU discuta avec les manifestants derrière la grille, mais refusa de les faire entrer sous prétexte que leurs revendications n'étaient pas claires (sic). D'autres employés de l'ONU, sont alors intervenus et ont proposé que les étudiants désignent 2 ou 3 des leurs pour rencontrer un représentant officiel. Le porte parole des Timorais, John Fretes, déclara qu'ils ne voulaient pas se séparer et devant la position ferme des employés, ils préfèrèrent se rendre à l'Ambassade d'Australie. Là, on leur refusa de nouveau l'entrée car ils ne voulaient pas envoyer de représentant. Sur ces entrefaits, la police municipale est intervenue et leur a demandé de les suivre. Les étudiants s'enfuirent alors vers un grand centre commercial créant des perturbations dans la circulation. 30 personnes auraient été arrêtées dont, selon la police, aucune n'aurait été gardée en détention.

On est ici de nouveau en présence d'un cas de désinformation flagrant, puisque la police reconnaitra 8 jours plus tard en avoir relaché 49 sur 70 détenus.

Autre conséquence des massacres de Dili, les actions de solidarité avec le peuple timorais se sont multipliées. En Australie, selon l'Indonesian Observer, l'ambassade d'Australie est gardée par des membres de l'Australian Trade Unions qui bloquent le passage. Une croix a été érigée en face du batiment et des drapeaux du Fretilin ont été accrochés au potaux électriques. De leur côté, les employés des postes et télécommunications refusent de livrer le courrier à l'ambassade.

A Darwin et à Sydney, ce sont les consulats d'Indonésie qui ont été l'objet de manifestations. L'électricité aurait été coupée dans le batiment de Darwin, tandis qu'à Sydney, le drapeau indonésien était mis à bas et l'emblème du pays, l'oiseau mythique Garuda était aspergé de peinture.

LES INFORMATIONS "FALSIFIEES" DE LA PRESSE INTERNATIONALE

L'indonesian Observer était également le seul à révèler ce jour là (en citant un parlementaire indonésien) que le Canada envisageait de réviser son aide économique qui était de 40 millions de dollars et avait servi l'année passée à des projets de développement concernant les infrastructures, l'assainissement et l'environnement.

L'occident et ses principes humanitaires sont par ailleurs vivement critiqués par plusieurs quotidiens de langue indonésienne. "Media Indonesia" se demande où les occidentaux ont bien pu aller chercher un nombre de victimes aussi élévé que 180 personnes alors que le bilan officiel est de 19 morts. Il s'en prend sans détour à la presse occidentale : "jusqu'à maintenant, les informations falsifiées de la presse étrangère sont parvenues plus rapidement aux oreilles internationales. Grâce à leur technologie sophistiquée, ils ont déjà présenté leurs nouvelles dans divers média qui peuvent obliger le monde à nous accuser d'avoir violé les Droits de l'Homme dans cette province" et le journal de continuer "c'est pourquoi la presse nationale doit jouer son rôle pour montrer objectivement la situation à Timor Est et contrebalancer les informations de la presse occidentale".

Dans "Berita Yudha", le général Try Sutrisno évoque le rapport de l'organisation londonienne pour les Droits de l'Homme, Tapol, qui a révélé l'exécution, le 18 novembre, de 80 témoins sur les 296 personnes détenues par l'armée. Le général affirme qu'il s'agit d'une "connerie totale qui n'est basée sur rien et qui représente un énorme mensonge"

Le quotidien "Berita Buana", s'en prend quant à lui à l'ingratitude des Timorais à qui l'Indonésie a consacré son argent pour améliorer les transports, l'éducation et l'agriculture. Il trouve les racines de ce comportement dans " la pratique de la démocratie par le peuple de Timor Est, qui est encore trop occidentale et pas encore adaptée à l'idéologie indonésienne du Pancasila".

Le 21 novembre, alors que Rudini, le ministre de l'Intérieur se félicite que Carrascalao accepte de rester à son poste de "gouverneur" et que le ministre du Tourisme, des postes et télécommunications, annonce de nouvelles lignes téléphoniques pour Timor (Jakarta Post), la presse s'étend surtout sur la manifestation de 50 à 60 jeunes Indonésiens devant l'ambassade d'Australie pour protester contre "l'attitude inamicale" de ce pays envers l'Indonésie. En effet, le journal révèle que de nombreuses agressions ont eu lieu contre des bureaux ou des batiments diplomatiques indonésiens à Canberra, Sydney, Darwin, Melbourne et Adelaïde. Les Australiens ont coupé l'électricité et le courrier, jeté des pierres et brûlé le drapeau indonésien, ce qui a obligé les diplomates indonésiens à demander "plus de protection" de la part du gouvernement australien (Indonesian Times).

Le 22 novembre, selon le Jakarta Post, 80 jeunes de l'organisation démocratique de la jeunesse indonésienne et 40 membres du syndicat de tous les travailleurs (le seul syndicat qui soit autorisé) sont allés manifester devant l'ambassade d'Australie à Jakarta. On pourra s'étonner que cette mobilisation se limite à seulement quelques dizaines de personnes, alors que des Australiens ont brûlé publiquement le drapeau indonésien.

Le quotidien Suara Pembuaran, dans un article intitulé "le commandant en chef des forces armées (le général Try Strisno) prie la Croix-Rouge Internationale de se rendre à Timor", est le premier à signaler en employant des guillemets ce qu'il y a de ridicule pour ne pas dire d'indécent à utiliser le mot "incident".

Là encore le Général Try Sutrisno est abondamment cité. Il rappelle que "l'armée indonésienne est toujours l'armée du peuple". En réponse aux pressions des sénateurs américains sur le président Bush pour qu'il demande la formation d'une commission de l'ONU, il répète que "Timor-Est est un problème intérieur et nous n'accepterons pas que des étrangers interviennent". Il invite néanmoins la Croix-rouge Internationale à venir sur le territoire en ajoutant qu'il a veillé lui-même à ce que des médicaments et des équipements soient envoyés car "je ne veux pas qu'il y ait encore des gens qui meurent à cause de manque de matériels", ce qui est un aveu qu'il y en a déjà eu.

On apprend également que les autorités indonésiennes sont inquiètes de la situation en Australie où de nombreuses manifestations ont eu lieu, et où le drapeau indonésien a même été brûlé. Le Premier Ministre Bob Hawke a déclaré quant à lui qu'il réservait le maintien de sa visite en Indonésie, prévue pour février 1992, en fonction des résultats de la commission d'enquête. Face à cette condition Oka Mahendre, vice-président d'une commission sur la sécurité intérieure aurait répondu avec un certain aplomb ,"seul un pays totalitaire ou anarchiste peut vouloir forcer la volonté d'un autre pays".

L'INDONESIE ACCUSE LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS

Le 23 novembre, la presse et notamment Suara Pembaruan (en indonésien), et l'Indonesian Times (en anglais) annoncent que le départ de la commission d'enquête est fixé au jeudi 31 novembre. Tandis que le premier évoque de possibles ambiguités comme par exemple le fait que la commission va peut-être devoir collaborer avec les services secrets indonésiens, et parle des tensions aux Pays Bas, qui ont suspendu à leur tour leur aide économique pour l'année 1992, le second quotidien est nettement plus partial. Tout en disant que la commission travaillera de manière objective, il reprend les déclarations de Hadi Wayarabi, un des sept membres de la commission : "l'incident de Dili a été créé par le gouvernement du Portugal qui a mis en place une organisation contre l'Indonésie et qui a dressé les Timorais de l'Est les uns contre les autres".

L'indonesian Times annonce également que les conglomérats économiques indonésiens à commencer par celui de Oncle Liem (Liem Soe Liong l'homme le plus riche d'Indonésie, qui est le "financier" du Président Suharto) vont lancer une campagne de lobbying auprès de leurs partenaires étrangers pour les convaincre que "l'incident a été délibérément provoqué par le mouvement séparatiste Fretilin et que les forces armées ont seulement agi en légitime défense".

Le 23 novembre, Tempo, le plus gros hebdomadaire indonésien fait sa couverture sur la "Tragédie de Dili". Le journal consacre 13 pages à Timor Est. Il commence par dresser un tableau du dénuement du territoire en 1976 et de tous les progrès qui ont été accomplis depuis. Selon Tempo, le problème viendrait principalement des étudiants qui n'ont pas connu la colonisation portugaise, qui arrivent sur un marché du travail trop réduit et qui se laissent facilement convaincre par les agitateurs séparatistes. Certains parlent de violation des Droits de l'Homme, mais ce n'est pas possible puisque la constitution indonésienne de 1945 les garantit...

JUSTE UN NOUVEAU MASSACRE POUR LE GENERAL SUTRISNO

Le journal reprend alors la version officielle : à la suite d'une messe donnée à la mémoire d'un jeune Timorais pro-indépendance tué par un Timorais pro-indonésien, des jeunes ont voulu attirer l'attention du Dr Kooijmans, un membre de la commission des Droits de l'Homme de l'ONU de passage à Dili. Ils ont tendu des banderoles où était écrit notamment en anglais "Check the prisons". Un major originaire de Sulawesi, Andi Geerhan, qui aurait voulu s'interposer aurait été blessé avec une lame à la poitrine. Un caporal, originaire de Timor Est Satu Domingus, aurait été également blessé par un couteau [les premiers articles n'ont jamais mentionné de Timorais blessé, il n'y avait que le Major].

Voyant le sang couler, la foule aurait paniqué et environ 500 personnes seraient parties vers le cimetière de Santa Cruz où plusieurs centaines de personnes se trouvaient déjà. L'armée les aurait encerclé. La foule aurait crié "sortez les armes". Pour corroborer ce fait le journal utilise un procédé bien peu déontologique. Il prend à témoin Amy Goodman, journaliste d'une radio new yorkaise, et cite une de ses phrases qui dit seulement que les occidentaux présents ont formé une ligne entre les deux groupes pour essayer d'éviter que la situation ne dégénère. tous les occidentaux présents ont d'ailleurs toujours affirmé que la foule n'avait pas d'arme à feu.

Selon Tempo, qui reprend les déclarations de l'armée, un coup de feu serait alors parti de la foule en même qu'une grenade de fabrication sud coréenne qui n'aurait pas explosé. Le chef du détachement le major Geerhan (qui ne devait pas être tellement blessé puisqu'il commandait toujours son unité), aurait ordonné à ses troupes de ne pas tirer, mais se sentant acculés, ses hommes auraient quand même ouvert le feu. Aucun détail n'est donné sur ce qui s'est passé alors.

Suivent plusieurs déclarations. Pour le général Try Sutrisno, la situation n'est pas nouvelle puisqu'il a déjà connu les "évènements Tanjung Priok" (des grèves dans le port de Jakarta en 1984 qui ont fait plusieurs victimes) et les "évènements de Lampung" (Une province du sud de Sumatra où, en 1989, de nombreux villages ont été rasés et où la population a été brutalisée causant la mort de plusieurs dizaines de personnes) pour lui ce n'est qu'une "étape" de plus dans sa carrière.

Monseigneur Belo, Evèque de Dili reste prudent dans ses propos. Il a été mis en cause par le général Try Sutrisno et Tempo le présente comme celui qui a écrit en 1989 au Secrétaire général de l'ONU, pour demander l'organisation d'un référendum d'autodétermination.

Il reconnait avoir accueilli des jeunes qui demandaient sa protection. A la question "que pensez vous des évènements de Dili "? il répond "c'est une tragédie(...) ce qui est survenu est vraiment le reflet de l'absence de bonheur chez le peuple".

Dans une longue interview, le "gouverneur" Carrascalao, reste comme d'habitude sur le fil du rasoir.

- Comment sont les relations entre l'Eglise et l'armée ?

- "J'ai constaté qu'il y avait des tentatives de rapprochement du commandement militaire (...) mais ils n'ont pas les mêmes priorités, ni les mêmes objectifs (...) qui devient gouverneur de Timor Est doit tenir compte de trois éléments fondamentaux : l'Eglise, l'armée et le gouvernement."

- Y a t'il des prêtres qui appartiennent au FRETILIN ?

- "Il y en a quelques uns."

- Si le Vatican reconnait l'intégration [de Timor Est à l'Indonésie], est ce que l'Eglise considèrera le FRETILIN comme son ennemi ?

- "Pas du tout, l'Eglise ne juge pas les hommes en fonction de leur idéologie. Vous savez beaucoup de ceux qui sont dans la forêt sont catholiques. L'Eglise doit prendre soin d'eux (...) je sais qu'il y a des prêtres qui vont dans la forêt pour donner des messes. Je ne m'en suis jamais occupé."

- Mais si des prêtres vont dans la forêt pour donner des messes, cela veut dire que le FRETILIN n'est pas communiste

- " Parler du FRETILIN est une chose, le communisme est un autre problème. Xanana dit maintenant qu'il n'est pas communiste, je ne sais pas si ce n'est pas seulement une stratégie. Lorsque je lui ai parlé, il m'a dit qu'il n'appartenait plus au FRETILIN".

- Selon le major général Sintong, les manifestants avaient des armes qu'en pensez-vous?

- "Je ne sais pas, mais je suis sûr qu'ils avaient des armes blanches. Ce que je regrette c'est que les forces de sécurité n'ai pas empêché cette manifestation(...)"

- Vous avez regretté que les forces de l'ordre n'aient pas pu éviter ce qui est arrivé, avez vous des recommandations à faire à Jakarta ?

- "Je dis que la conception de la sécurité à Dili doit être révisée."

- (...) apparemment Timor Est n'est pas encore prêt à recevoir des gens de l'extérieur ?

- "Il y a des gens qui veulent effectivement que Timor Est soit fermé de nouveau car ils veulent en tirer profit (...) avant que Timor ne soit ouvert sur l'extérieur, il y avait un monopole du café ici, maintenant il y a 15 entreprises qui en achètent (...)"

Le représentant de la commission des Droits de l'Homme de l'ONU a également été interrogé par les journalistes de Tempo. Comme une majorité d'occidentaux qui occupent des postes importants, il évite de s'engager :

- Que pensez vous du rôle de l'Eglise dans ces évènements ,

- " J'ai été là-bas dans une situation exceptionnelle, c'est donc difficile d'estimer le rôle de l'Eglise (..) pour ce qui est de la position politique de l'Eglise, je ne peux pas me prononcer."

- Avant que tout cela ne survienne, que pensiez vous de Timor Est ?

- "Je peux seulement parler de la situation après 1985, car je ne m'occupe des Droits de l'Homme à l'ONU que depuis cette date (...)"

Sur une question concernant les réactions internationales il prend néanmoins une position un peu plus nette. "Ces réactions sont très dures. Vous avez pû suivre les commentaires de l'Australie et des USA. Le gouvernement indonésien doit considérer ces évènements comme un grave problème. Il faut qu'il y ait un effort sérieux pour enquêter sur ce problème et c'est maintenant qu'il faudrait le faire."

UN DISCOURS RACISTE

Quel bilan le journal Tempo tire t'il de son reportage et de ces entretiens ? Il reconnait dans un premier temps qu'il y a des problème et cite un rapport d'universitaires javanais qui dit que le commerce est détenu par les Indonésiens et que le développement se fait "à la javanaise", en ne tenant pas compte des spécificités locales. Mais rapidement le journal dévie sur un discours raciste et avance que le véritable problème vient de l'apathie des Timorais qui ne savent pas utiliser ce qu'ils ont autour d'eux. Comme arguments les journalistes affirment que

le Timorais ne sait pas pêcher, qu'il n'a pas de tradition agricole, qu'il ne sait pas construire de rizière irriguée, "les paysans plantent le riz n'importe comment et ceux qui vont à l'école sont persuadés que c'est le gouvernement qui va leur trouver du travail".

Une autre cause des problèmes serait la résistance de l'Eglise car 80% de la population est catholique et le clergé accepterait mal l'arrivée d'une nouvelle force dans le territoire alors qu'elle aurait été habituée à règner en maître.

Cette explication est, comme les précédentes, incohérente car elle ne tient pas compte du fait qu'au moment de l'invasion seule 30% de la population était catholique pour 68% d'animistes. C'est l'Indonésie qui a obligé la population à choisir une des grandes religions monothéistes car les autres sont interdites par la loi. Si l'on suit le raisonnement indonésien, l'Eglise aurait dû, au contraire, être "reconnaissante" que l'Indonésie contraigne la population à se convertir...

Deux autres problèmes sont également évoqués à partir des remarques des universitaires javanais : une présence militaire lourde et disproportionnée par rapport à l'importance que l'Indonésie reconnait au mouvement de résistance, mais selon le journal le problème réside non pas dans les militaires eux-mêmes, mais surtout dans le fait que cette présence rappelerait aux Timorais le traumatisme de la guerre civile dont les Indonésiens seraient venus les "sauver" (les journalistes ommettent de préciser que la guerre civile s'est terminée trois mois avant l'invasion).

Enfin, les Timorais subissent une politique d'acculturation où tout ce qui n'est pas indonésien est systématiquement écarté. Comme le fait remarquer à la fin de l'article Paulo Fritas da Silva, l'ex président du "Trabalhista" (un parti fantoche créé par l'Indonésie en 1975 pour justifier son intervention et interdit en 1976) "Si les personnages de l'histoire de Timor Est comme les anciens rois ou les dirigeants des partis favorables à l'intégration n'avaient pas été occultés, il n'y aurait déjà plus de problème". Mais le journal évoque une source dans les milieux gouvernementaux (sans la nommer), qui aurait dit qu'il était préférable d'étouffer tout souvenir de l'époque portugaise afin d'éviter que ne puisse survenir une nouvelle guerre civile selon le journal : "en temps que province, Timor Est ne peut pas être trop différente des autres régions d'Indonésie".

Le 16 juillet 1976, l'indonésie annexait Timor Est pour en faire sa 27ème province. Cette décision qui est tout aussi illégale que celle de l'Iraq vis-à-vis du Koweit était assortie d'un texte (UU N°7/1976) qui n'a lui non plus aucun valeur juridique, mais où l'Indonésie s'était engagée unilatéralement à respecter "les spécificités de l'administration, de l'histoire et de la société de Timor Est".

DES "ESCADRONS DE LA MORT"

Il ne se passe pas un jour sans que la presse ne révèle de nouveaux faits. Kompas, le 24 novembre parle de groupes armés et masqués qui sèment la terreur à Dili, tandis que le responsable militaire de Timor-Est , le Brigadier Général Warouw répond évasivement "je ne les ai jamais vus, donc je ne sais pas s'ils existent vraiment, si ça se trouve, ce ne sont que des rumeurs".

D'autre part , des altercations auraient eu lieu entre la Croix Rouge et l'armée.

Le 25 novembre le Jakarta Post évoque la décision des Pays Bas de suspendre leur aide qui est considérée, par les Indonésiens, comme prématurée, tandis que l'économiste indonésien Kwick Kian Gie déclare non sans cynisme que cette décision n'aura guère d'impact car la Hollande n'est pas un gros donnateur, "en essayant de paraître humanitaires ils vont juste se mettre à dos l'Indonésie". De son côté dans l'Indonesian Times, le parlementaire Imron Rosyadi n'hésitait pas à dire que "la Hollande était allée trop loin".

Le 26 novembre le Jakarta Post cite le ministre de la Défense Benny Moerdani, qui a été l'un des grands initiateurs de l'invasion de Timor-Est, et a supervisé de nombreuses campagnes de répression. Il aurait fait dire au Président Suharto : "Si vous écoutiez Benny, vous iriez à la guerre tous les jours". Murdani déclare au quotidien : "j'ai été invité par le chef de la

commission d'enquête pour leur donner des informations dans la mesure où ils me considèrent comme quelqu'un qui a de l'expérience dans les affaires timoraises".

Dans un autre article du Jakarta Post, l'armée indonésienne annonce qu'elle est prête à examiner une liste de 60 victimes, proposée par Amnesty International, tout en avouant douter de sa valeur.

L'agence indonésienne Antara annonce que "968 Timorais qui avaient reçu un entrainement militaire viennent d'être envoyés pour 3 mois à Java et Bali pour terminer leur formation". Sans doute l'armée qui voit en tout Timorais un membre du FRETILIN doute-t-elle de ses propres recrues, dont certaines ont assisté aux évènements et pourraient témoigner. Il pourrait s'agir là d'un moyen de les écarter.

Le 27 novembre le gouvernement exprime ses regrets devant les "réactions internationales disproportionnées" selon le Jakarta Post et l'Indonesian Times

L'Australie aurait notamment annoncé qu'elle pourrait revenir sur son acceptation de l'incorporation de Timor-Est à l'Indonésie, tandis que le Ministre australien des Affaires Etrangères aurait déclaré que l'Australie s'efforcerait de parvenir à une solution qui satisferait "les aspirations des Timorais de l'Est".

Selon l'Indonesian Times, les USA auraient à leur tour soumis leur aide au verdict de la commission nationale.

Selon le Jakarta Post, la police de Jakarta aurait relaché 49 des 70 étudiants arrêtés au cours de la manifestation du 19 novembre à Jakarta. La police avait pourtant affirmé qu'elle n'avait procédé à aucune arrestation (Jakarta Post, 20 novembre)

LE "CHANTAGE" AUX DROITS DE L'HOMME

Le 30 novembre Tempo fait de nouveau sa couverture sur Timor Est avec un portrait du "gouverneur" Carrascalao en train de taper sur la table et comme titre "Timor-Est, où s'est-on trompé"

De nouveau l'hebdomadaire consacre un dossier de 14 pages à Timor.

Il évoque les manifestations d'étudiants timorais à Jakarta et à Bandung (Java-ouest), celles des Australiens devant les locaux diplomatiques de l'Indonésie, mais également celle d'une centaine de jeunes indonésiens devant l'Ambassade d'Australie.

Le journal révèle que la vidéo sur le massacre a été diffusée dans plusieurs pays d'Europe ainsi qu'au Canada et au Japon, et que la CEE et 6 autres pays dont l'Australie ont demandé que le cas de Timor soit discuté à l'ONU.

L'Indonésie reconnaît qu'il y a au moins 6 bataillons soit 3000 hommes pour 150 membres du Fretilin (ailleurs dans le journal de source militaire le chiffre indiqué est de 200 à 300), dont certains appartiendraient à l'administration "provinciale".

Tempo présente également un article relativement critique envers les Pays-Bas ainsi que le Canada, les USA et le Japon, qui font du chantage en conditionnant leur aide au respect des Droits de l'Homme.

Le dossier est également l'occasion d'une nouvelle interview de Carrascalao qui déclare que le problème essentiel de Timor-Est est celui de l'économie et que s'il est solutionné on n'entendra plus parler de celui de l'"intégration". Il s'oppose par ailleurs à ce que le territoire soit de nouveau fermé.

Après chaque réponse de Carrascalao, le journal introduit un commentaire que l'on différencie mal visuellement des réponses du "gouverneur" et où sont reprises des déclarations du commandant militaire de Timor-Est, le brigadier général Warouw, qui fait l'apologie des actions de l'armée pour améliorer les conditions de vie du peuple.

La même semaine l'autre grand hebdomadaire de langue indonésienne "Editor" fait sa couverture sur "Eglise et politique" avec une montage montrant une foule de Timorais devant une église catholique et propose un dossier de 17 pages qui synthétise à sa façon les évènements, et où l'Eglise catholique est finalement présentée à côté d'un groupe de

séparatiste comme un des principaux responsables des évenements.

Dans ce numéro se trouve une interview de José Ramos Horta, ce qui constitue un évènement. Interrogé par téléphone il déclare que son but est d'obtenir un embargo sur l'Indonésie de la part de la CEE et de l'IGGI (groupe des pays occidentaux qui prête de l'argent à l'Indonésie), ainsi qu'un boycott de la part des organisations humanitaires à qui l'Indonésie interdit de travailler à Timor-Est. Ramos Horta se déclare optimiste d'autant que le Portugal va accéder à la présidence de la CEE et espère que des sanctions seront prises par l'ONU.

"Si l'Indonésie accepte qu'il y ait un référendum sous l'égide des Nations Unies, comme au Sahara Occidental ou en Namibie, alors les sanctions seront abandonnées, sinon elles seront maintenues".

Le fait que la presse indonésienne ait tant parlé de Timor Est ces dernières semaines est la preuve d'un profond malaise pour ne pas dire d'une peur de ce qui va se passer.

La presse a tour à tour essayé de rejeter la responsabilité des évènements sur le FRETILIN, sur le Portugal, sur l'Eglise catholique et sur les journalistes occidentaux présents au moment du massacre. Mais les dirigeants ainsi qu'une partie importante de la population indonésienne sont conscients que l'Indonésie se trouve en situation illégale et que l'armée porte une lourde responsabilité. Ils savent ou au moins se doutent également que dans leur immense majorité les Timorais aspirent à l'indépendance à laquelle ils ont droit et qu'ils refusent l'occupation indonésienne, synonyme pour eux de brimades, de tortures et de mort.

Depuis 1975, l'Indonésie était parvenu à étouffer progressivement le problème timorais en utilisant son "poids économique" pour faire pression sur les Etats de la communauté internationale et les inciter à se taire. L'Indonésie pensait comme nombre de pays occidentaux que la situation s'arrangerait avec le temps. Il n'en est rien et le sang ne pourra que continuer à couler. Il faut maintenant que les pays occidentaux, qui veulent être les garants des Droits de l'Homme, cessent de se voiler la face et exigent que le droit soit enfin respecté et que les Timorais aient la possibilité de s'exprimer au cours d'un référendum d'autodétermination réalisé sous l'égide de l'ONU.

AGIR POUR TIMOR
22 bis, rue Jouvenet - 75016 PARIS

Revue de presse (suite)

29 novembre 1991

Kompas

Arrivée de la commission nationale à Dili

Déclaration du Président : la commission ne se préoccupe pas des déclarations négatives et ne prête pas attention aux voix qui disent que la "commission n'est qu'une farce".

Le "gouverneur" Carrascalao a confié à la commission un rapport secret de 100 pages. Carrascalao a donné quelques noms de personnes sérieuses à qui la commission pourrait demander des informations notamment Mgr Belo auprès de qui 267 personnes étaient venues chercher refuge après le drame.

Le ministre de l'information, sur les restrictions qui pourraient être faites à la presse étrangère : "Notre peuple peut savoir de manière précise quelles sont les nouvelles des journalistes qui cherchent à discréditer notre gouvernement et qui ne sont pas conformes à la réalité. En général les nouvelles de cette sorte proviennent de sources non officielles".

Suara Pembaruan

La commission a rencontré les membres du "gouvernement provincial" pendant 5 heures le 28 novembre. Le 29 au matin s'est rendue chez Mgr Belo pendant 2h45mn. Aucune information sur cette dernière rencontre n'a été communiquée à la presse.

Interview de Carrascalao. A la question la commission va-t-elle interroger les familles des victimes ? "(...) j'ai suggéré à la commission de trouver un moyen afin que les gens qui souhaitent lui parler puissent le faire sans s'exposer".
A la question est-ce que les corps des victimes doivent être rendus (aux familles) ? : "je n'ai pas l'autorité pour répondre et je ne sais pas moi même où se trouvent les corps. (...), je suppose qu'il s'agit d'une décision prise en haut lieu (...)".
A la question y-a-t-il des fonctionnaires en prison ? : "je n'ai pas encore lu de rapport sur le nombre de personnes détenues".
A la question le peuple a-t-il peur de donner des informations ? : "(...) lorsqu'ils rencontrent le gouverneur pour lui fournir des informations, ils demandent toujours que leur nom soit gardé secret. Si la commission est prête à faire de même, je pense que le peuple osera parler".

Indonesian Times

Le ministre de l'information Harmoko a déclaré : "nous n'avons pas fait de liste noire concernant les journalistes". Cependant selon le ministre, "les reportages des agences de presse internationales vont à l'encontre de la réalité et sont basées sur des sources non officielles. [5 jours plus tard, le ministère de l'intérieur interdisait l'entrée du pays à deux journalistes américains : Joseph Nairn et Amy Goodman, Cf Indonesian Observer du 4 décembre].

30 novembre 1991

Suara Pembaruan

Déclaration de M. Djaelani, le président de la commission, a déclaré que le contenu des discussions au cours de l'enquête ne serait pas révélé à la presse.
La commission a rencontré le Père Alberto Ricardo Da Silva, prêtre de la paroisse de Motael où s'est déroulé le drame.

Déclaration d'un prêtre rapportant la colère de Mgr Belo : Mgr Belo est déçu de ce que la presse nationale a écrit après les interviews qu'il a données. Il ne veut plus accorder des entretiens qui risqueraient de donner une caution à des nouvelles mensongères. Lorsqu'on lit la presse nationale sur les évènements de Dili, on se rend compte que beaucoup de journalistes sont partiaux.

Cependant Mgr Belo a dit qu'il ferait une déclaration officielle lorsque le rapport de la commission aura été rendu public. Pour l'instant l'évêché est en train de dresser la liste des fidèles qui ne sont pas encore rentrés chez eux particulièrement dans les paroisses de Dili.

La conférence épiscopale indonésienne -KWI- (qui avait été mise en cause par le général Try Sutrisno suite à une première déclaration le 14 novembre), vient de faire une deuxième déclaration disant que ce qui est survenu à Dili n'est pas la faute du gouvernement ni de l'armée, car il y aurait beaucoup de témoins occulaires qui auraient constaté que l'armée s'était bien comportée (on s'étonnera légitimement que la KWI puisse parvenir à une telle conclusion alors qu'elle n'a pas de représentant à Dili et que seule la commission nationale et celle de l'armée ont reçu habilitation pour enquêter).

La KWI a également déclaré "le travail de la commission est difficile car les Timorais préfèrent actuellement se taire pour leur propre sécurité". [ces déclaration isolées de leur contexte ne rendent en fait pas compte de la sévérité des propos de la Conférence épiscopale comme le révèle un article de Tempo du 7 décembre (voir plus loin)].

1er décembre 1991

Suara Pembaruan

La commission qui continue son travail d'enquête aurait revu une deuxième fois le "gouverneur" Carrascalao qui lui aurait remis une 2ème rapport (300 pages).
Mrg Belo aurait également fourni un rapport écrit.
Carrascalao a réaffirmé que le problème de Timor-Est était un problème de politique intérieure de l'Indonésie.

2 décembre 1991

Kompas

Le 30 novembre à Lisbonne le Secrétaire des Nations Unies a reconnu avoir envoyé un émissaire à Jakarta pour discuter les conditions pour qu'une commission de l'ONU puisse enquêter sur les évènements de Dili.

Le "gouverneur" Carrascalao a déclaré que cela risquait de créer de nouveaux troubles tandis que le groupe musulman Muhammadiyah a appelé à résister à une visite étrangère qui risquerait de "compromettre l'intégrité nationale et de porter atteinte à la fierté et à la confiance que le peuple met dans l'armée et le gouvernement".

L'ONG australienne CAA (Community Aid Abroad) pour laquelle travaillait le citoyen néo-zélandais tué le 12 novembre est vivement attaquée par l'agence de presse indonésienne Antara qui l'accuse de soutenir le FRETILIN, d'avoir aidé Ramos Horta à s'installer en Australie et d'apporter son soutien à l'organisation Papua Merdeka [qui réclame l'indépendance de la Nouvelle Guinée Occidentale].

Jakarta Post

De Caracas (Vénézuéla) Ali Alatas, le ministre indonésien des affaires étrangères a déclaré n'être pas au courant d'un projet d'enquête sous l'égide des Nations Unies. Le représentant permanent de l'Indonésie à l'ONU n'en aurait pas entendu parler.
Cette déclaration fait suite à une réponse de Perez de Cuellar qui aurait répondu à des journalistes lors d'un passage à Paris, que l'ONU envisageait de faire elle-même une enquête à Timor-Est.

Le président de la commission, M. Djaelani, a par ailleurs demandé à la presse de "laisser la commission en paix" afin d'éviter que des témoins occulaires ou des parents des victimes ne refusent de répondre.

La conférence épiscopale aurait déclaré la semaine dernière que "beaucoup de Timorais de l'Est pourraient ne pas être prêt à témoigner par crainte pour leur vie, à moins qu'ils n'obtiennent des garanties des autorités".

Les Pays-Bas ont confirmé qu'ils suspendaient toute aide à l'Indonésie en attendant le résultat de la commission.

Indonesian Observer

Le procureur général de Timor Est Bennyto Bya a déclaré que 26 personnes sur les 200 arrêtées après la fusillade du 12 novembre seraient encore détenues, "certains d'entre eux sont coupables d'actions subversives mais d'autres ont surtout violé les lois sur les crimes publics comme les émeutes (rioting).
Certains détenus auraient avoué avoir reçu de l'argent de "plusieurs origines ici et à l'étranger" (several companies here and abroad).
A l'Assemblée Nationale, les représentants de l'armée (A. Hartono) et du parti au pouvoir, le Golkar (Théo Sambuaga) ont déclaré que l'envoi d'une mission de l'ONU serait une "ingérence dans les affaires intérieures".

3 décembre 1991

Jakarta Post

"Quelles que soient les résolutions que l'ONU votera sur Timor-Est, cette province est une partie inséparable de l'Indonésie" a déclaré Sudomo, le ministre de la sécurité et des affaires politiques.

Un groupe de parlementaires italiens a dit que Rome n'avait pas actuellement de projet de révision de son aide économique à l'Indonésie et attendait les résultats de la commission.

Le Premier Ministre australien, Bob Hawke, a déclaré au magazine indonésien Editor qu'il allait proposer la création d'une force internationale de maintien de la paix a Timor Est.
"Nous (l'Australie) avons récemment reçu une demande pour envoyer des troupes au Cambodge pour garantir la paix. Nous voulons faire la même chose à Timor Est".

Il a également déclaré "si possible, une force internationale de maintien de la paix pourrait être désignée par les Nations Unies" et a ajouté que son but serait de s'assurer que "la loi, la justice et la sécurité soient véritablement établies à Timor Est".

4 décembre 1991

Indonesian Observer

Le porte-parole du ministère indonésien des affaires étrangères a déclaré "s'il est vrai que le Secrétaire Général de l'ONU veut envoyer un représentant pour une simple visite, nous accepterons peut-être, mais s'il veut négocier l'envoi d'une mission d'investigation à Timor Est, le problème serait différent. Il serait nécessaire que l'Indonésie soit d'accord et le Secrétaire Général devrait respecter les procédures de l'ONU".

Selon un journal de Bandung (Java-ouest), un conseil groupant des musulmans, des catholiques, des protestants, des hindous et des bouddhistes s'est déclaré opposé à l'idée d'une visite de l'ONU.

Les 5 anciennes colonies africaines du Portugal, dans une lettre du 20 novembre ont demandé à Perez de Cuellar de s'occuper de la création d'une commission d'enquête par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU.

Selon des sources diplomatiques, la CEE aurait fait de même il y a 2 semaines.

Deux journalistes américains : Joseph Nairn et Amy Goodman, ont été mis sur la "liste noire" des personnes qui n'ont pas le droit d'entrer ou de sortir du territoire, Cette liste comprend 17.000 noms.

Jakarta Post

Le ministre de l'information Harmoko a déclaré "la couverture de l'incident de Dili par la presse étrangère a non seulement mis l'Indonésie en position délicate mais aussi discrédité et

dégradé l'image de l'Indonésie dans le monde".

A une proposition d'accorder, à Timor Est, le statut de "territoire spécial" à la place de "province", le ministre de l'intérieur Rudini a déclaré "je peux changer le nom maintenant, mais qu'est-ce que cela changera ?".

Les territoires d'Aceh (nord-Sumatra) et de Yogyakarta (Java centre) se sont vus accorder ce statut en raison de leur contribution pendant la guerre d'indépendance mais "il n'y a rien de spécial dans l'administration des deux provinces spéciales d'Aceh et de Yogyakarta".

L'ambassadeur d'Australie Philip Flood arrivé à Dili le 3 décembre a déclaré que son pays envisageait la création d'un consultat à Timor-Est.

Abdurrahman Wahid, le président de l'important groupement musulman Nahdatul Ulama a déclaré quant à lui "c'est vrai qu'il s'agit d'une affaire intérieure, mais si d'autres personnes veulent chercher de rigoureuses et exactes informations, nous devrions les laisser faire, quand il s'agit de questions des droits de l'homme, partout dans le monde, c'est la responsabilité de l'espèce humaine toute entière, nous devons nous sentir concernés par les Droits de l'Homme, nous devons respecter les droits des autres à chercher l'information.

7 décembre 1991

Tempo

Pour la 3ème fois consécutive, Tempo fait sa couverture sur Timor-Est, alors que l'hebdomadaire avait passé sous silence le massacre dans son numéro du 16 novembre 1991. Ce journal justifie ce nouveau dossier de 14 pages (les précédents faisaient respectivement 13 et 14 pages) par une série de faits nouveaux.

Une déclaration devant le Parlement du commandant en chef des forces armées, le général Try Sutrisno, l'arrivée de la commission nationale d'enquête décidée par le Président Suharto, les déclarations très critiques de la Conférence Episcopale Indonésienne, la possibilité de l'envoi d'une commission d'enquête du Secrétaire Général des Nations Unies, la mutation du colonel Binsar Aruan, le commandant du secteur C de Dili où se sont passés les évènements, le retrait de Timor Est du bataillon 303 responsable de la fusillade, l'annonce par les Pays-Bas et le Canada de la suspension de leur aide économique à l'Indonésie et les conséquences que cela pourrait avoir sur l'avenir du pays.

La couverture du magazine représente d'ailleurs un ruban en train d'être coupé par une paire de ciseaux dont une des lames figure l'île de Timor avec la frontière entre Timor-Est et Timor indonésien. Sur ce ruban est figuré d'un côté un billet de 10 florins (la monnaie néerlandaise) et de l'autre côté le drapeau indonésien. Le titre :"Timor Est et l'aide étrangère".

Dans un article de la rédaction on apprend que : le "gouverneur" Carrascalao a rédigé un rapport de 300 pages qui a été transmis à la commission nationale mais dont le contenu est gardé secret. Il émet des doutes sur l'exactitude du bilan de 19 morts, car lui-même a pu voir un camion militaire rempli de victimes. Il se plaint que les corps des victimes, dont la liste n'a pas été communiquée, n'aient pas été restitués aux familles, lui même ignore où ils se trouvent.

Selon Mgr Belo, l'Evêque de Dili, il y aurait au moins 50 victimes, tandis qu'un membre du "parlement régional" parle d'au moins 80 morts.

Mgr Belo aurait refusé de donner le nom des témoins occulaires qui sont venus le voir tant que la commission nationale n'aura pas garanti leur sécurité.

Devant le parlement indonésien, le commandant en chef des forces armées, le général Try Sutrisno a déclaré en anglais, à la suite d'une question sur le caractère pacifique de la manifestation du 12 novembre "peaceful demonstration ? Bullshit".

La semaine dernière, 25 militaires aurait fait une descente dans une maison de Denpasar (Bali) où ils auraient trouvé 2 grenades, 2 détonateurs et un drapeau du FRETILIN, les 6 occupants

étaient des étudiants originaires de Timor Est. D'après les enregistrements de leurs appels téléphoniques, sur table d'écoute, ils auraient eu des contacts avec le Portugal et l'Angleterre.

Dans un encadré intitulé "voir derrière l'écran dressé devant les évènements de Dili", la Conférence Episcopale Indonésienne prend position. Cette conférence qui avait exprimé son "inquiétude" et ses "regrets" dès le 14 novembre a pu envoyer un émissaire à Timor du 22 au 26 novembre (Romo Alfons, chef du département de la documentation et de l'information). Elle déclare que :

- de nombreuses familles ignorent encore si certains de leurs membres sont en vie ou déjà morts. En effet, il y a encore beaucoup de blessés dans les hopitaux militaires que personne n'est autorisé à visiter.
- l'identité de ceux qui ont été tués n'a pas été révélée.
- si l'armée prétend avoir agit par légitime défense parce que deux soldats avaient été blessés, pourquoi la fusillade a-elle eu lieu devant le cimetière de Santa Cruz très loin de là où les deux soldats ont été blessés ?
- la rumeur comme quoi il y aurait encore eu des exécutions dans l'après-midi du 12 novembre fait douter de la véracité des déclarations de l'armée.
- nous, (la Conférence Episcopale) regrettons qu'en raison des agissement d'une partie de l'armée, l'intégrité morale, la respectabilité et la crédibilité de la nation indonésienne ne soient remises en question par la communauté internationale.

Dans un autre encadré, les militaires s'expriment. Ils reconnaissent que les bataillons 303 et 700 vont être renvoyés dans leur base (respectivement à Java-ouest et à Sulawesi-sud), tandis que le commandant du secteur C de Dili, le Colonel Binsar Aruan, va être muté. Le major général Sintong a déclaré au sujet de ces changements "ce n'est pas une question de savoir si l'on a commis ou non des erreurs".

L'armée reconnaît avoir 10 bataillons à Tilor-Est (5000 hommes) [dans le numéro précédent de Tempo, elle reconnaissait seulement 6 bataillons].

Timor est divisé en 3 secteurs militaires : le secteur A qui correspond à la partie orientale (Baucau, Los Palos, Viqueque), le secteur B qui comprend l'ouest et le centre du territoire (Manatuto, Ainaro, Bobonaro, Ambeno) et le secteur C qui couvre la région de Dili. Ces 3 secteurs sont divisés en 3 types de zones : les zones vertes qui sont "sûre", les zones jaunes ou le FRETILIN mène encore souvent des actions d'ampleur limitée et les zones rouges principalement les régions montagneuses où se cachent habituellement les résistants.

Selon l'armée, tout ce dispositif serait déployé pour 150 combattants de la résistance.

Un troisième encadré est consacré au ministre indonésien des affaires étrangères Ali Alatas. Il ne se prononce guère et déclare qu'il faut attendre les résultats de la commission.
A la question : "la possible interruption des aides étrangères aura-t-elle un effet sur le prochain budget ?", il répond "(...)nous espérons que les pays qui coopèrent économiquement avec nous auront la maturité suffisante avant de se lancer dans des mesures politiques ou économiques (...)".

Dans un article intitulé "la peur de l'effet des dominos" qui reprend la phrase d'un haut fonctionnaire indonésien qui a préféré que son nom ne soit pas révélé, l'Indonésie envisage les conséquences d'une suppression de l'aide économique étrangère. Actuellement cette aide correspond à 25,57% du budget de l'Etat. Si seuls les Pays-Bas et le Canada retirent leur soutien, cela n'aura pas une grande importance car ce ne sont pas de gros donateurs, en revanche si certains pays comme le Japon décidaient eux aussi de boycotter l'Indonésie, cela provoquerait un déficit budgétaire. Le Japon qui a consacré 45 minutes d'émission sur Timor Est et où est passée la vidéo du massacre de Dili semble très sensibilisé au problème. Une manifestation a eu lieu la semaine passée à Tokyo devant l'ambassade d'Indonésie. Parmi les manifestants se trouvait Tomiko Okazati, militante du parti socialiste et membre du parlement.

Dans un dernier encadré le magazine Tempo consacre une demi-page au premier film indonésien consacré à Timor-Est intitulé "Le ciel redevient bleu" et dont le scénariste vient d'obtenir un prix au Festival du Cinéma Indonésien de Jakarta.

Le film dont l'intrigue est celle de Roméo et Juliette, se passe au milieu des années 1970 et raconte une histoire d'amour entre Ana, interprétée par la propre fille du "gouverneur" Carrascalao dont la famille est favorable à l'intégration à l'Indonésie et Manuel dont le père est membre du FRETILIN. La première heure du film présente la misère sous le régine colonial portugais, ensuite est présenté la guerre civile où les membres du FRETILIN selon les mots de la chroniqueuse de Tempo, sont "cruels, brutaux et répugnants. Ils tuent la population et les animaux. Ils violent toutes les femmes et ils tuent leurs propres amis lorsqu'ils les soupçonnent de ne pas être fidèles."

En revanche l'armée indonésienne "donne des conférences à ceux qui la soutiennent pour leur expliquer qu'il faut traiter ses ennemis le mieux possible"

Ce traitement faire dire à la critique de Tempo : "un tableau aussi manichéen amène le spectateur à s'interroger sur ce qui n'a pas été montré", notamment sur l'absence d'une période de transition car dès que Timor Est est intégré à l'Indonésie, les gens se mettent à parler couramment indonésien, alors qu'au début les dialogues étaient en portugais.

AGIR POUR TIMOR
22 bis, rue Jouvenet - 75016 PARIS